

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1974-1975

Annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1974.

RAPPORT ⁽¹⁾

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (2) *chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais,*

Par M. Félix CICCOLINI,

Sénateur.

(1) Le même rapport est déposé à l'Assemblée Nationale par M. Gerbet, sous le numéro 1464.

(2) Cette commission est composée de : MM. Jozeau-Marigné, sénateur, président ; Foyer, député, vice-président ; Ciccolini, sénateur, Gerbet, député, rapporteurs ; membres titulaires : MM. Charles Bignon, Fanton, Claudius-Petit, Kalinsky, Dhinnin, députés ; Auburtin, Ballayer, de Bourgoing, Dailly, Mignot, sénateurs ; membres suppléants : MM. Krieg, Anthier, Richomme, Burckel, Baudouin, Massot, Brun, députés ; Bac, Estève, Geoffroy, Marcilhacy, Namy, Pelletier, Thyraud, sénateurs.

Voir les numéros :

Sénat : 150, 161 et in-8° 76 (1974-1975).

Assemblée Nationale (5^e législ.) : 1350, 1389 et in-8° 197.

Procédure civile et commerciale. — Procédure pénale - Grève - Postes et télécommunications - Aide sociale - Sécurité sociale - Impôts - Permis de construire - Départements d'Outre-Mer (D. O. M.) - Code de la route - Code de procédure pénale.

Mesdames, Messieurs,

La Commission mixte paritaire chargée, conformément à l'article 45 de la Constitution, de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais, s'est réunie au Palais du Luxembourg le vendredi 20 décembre 1974 sous la présidence de M. Estève, président d'âge.

La Commission a tout d'abord procédé à la désignation de son bureau. Elle a élu M. Léon Jozeau-Marigné, Sénateur, en qualité de président, M. Jean Foyer, député, en qualité de vice-président. MM. Ciccolini et Gerbet ont été respectivement nommés rapporteurs pour le Sénat et l'Assemblée Nationale.

Après qu'elle eut constaté que toutes les dispositions du projet, à l'exception de l'article 7 *bis* qui empêche la remise en cause des décisions de justice ayant acquis la force de la chose jugée, restaient en discussion, la Commission a retenu le texte adopté par le Sénat sous réserve de deux modifications :

— l'une, à l'article 6, tendant à préciser que l'opposition n'annulera les autres voies de recours préalablement exercées que si la décision de la juridiction saisie n'a pas été rendue sur le fond, alors que la disposition en discussion visait une décision définitive ;

— l'autre, tendant à compléter l'article 7 relatif à la suspension des délais d'instruction des permis de construire. Les deux Assemblées ayant tenu à soumettre les contrats souscrits pour l'exécution des travaux prévus par un permis tacite à la condition de l'obtention définitive du permis, la Commission a estimé indispensable de prévoir expressément dans la loi la responsabilité de la puissance publique en cas de préjudice causé aux parties contractantes par suite de la résolution du contrat, le principe de cette responsabilité ayant été posé par M. le Ministre de l'Équipement au cours des débats à l'Assemblée Nationale.

La Commission mixte paritaire a élaboré le texte suivant :

TEXTE ADOPTE
PAR LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Article premier.

Tout acte, formalité, inscription ou publication prescrit à peine de déchéance, nullité, caducité, forclusion, prescription extinctive, péremption ou inopposabilité, qui aurait dû être accompli par une personne publique ou privée entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus sera réputé valable s'il a été effectué au plus tard le 31 janvier 1975.

Il en est de même de tout paiement prescrit par des dispositions législatives et réglementaires en vue de l'acquisition ou de la conservation d'un droit, notamment en matière de propriété industrielle.

Toutefois, les dispositions du présent article ne sont applicables ni en matière pénale ni aux formalités, inscriptions, publications ou contestations prévues en matière électorale.

Art. 2.

En matière de Sécurité sociale, de prévoyance et d'aide sociales ainsi qu'en matière fiscale, tout délai, prescrit à peine de forclusion, venu à échéance au cours de la période définie à l'article premier, est prorogé jusqu'au 31 janvier 1975 inclus.

Pour l'assiette, le contrôle et le contentieux de l'impôt, tout délai de prescription ou de forclusion venant à échéance le 31 décembre 1974 est prorogé jusqu'au 31 janvier 1975.

Art. 2 bis.

Aucune taxe ne peut être perçue par le service des chèques postaux pour insuffisance de provision des comptes entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus.

Art. 3.

Les astreintes, les clauses pénales, les clauses résolutoires ainsi que les clauses prévoyant une déchéance, lorsqu'elles ont pour objet de sanctionner l'inexécution d'une obligation dans un certain délai, sont réputées n'avoir pas pris cours ou produit effet si ledit délai a expiré entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus.

Ces astreintes prendront cours et ces clauses produiront leurs effets à compter du 1^{er} février 1975 si le débiteur n'a pas exécuté son obligation avant cette date.

Le cours des astreintes et l'application des clauses pénales qui ont pris effet avant le 14 octobre 1974 sont suspendus entre cette date et le 31 décembre 1974 inclus.

Art. 4.

Lorsque le délai prévu par la loi pour dénoncer ou résilier un contrat ou un engagement quelconque, quelle que soit leur nature ou leur qualification, ou pour y renoncer, est venu à expiration entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus, ces dénonciations, résiliations ou renonciations seront réputées valables si elles interviennent au plus tard le 31 janvier 1975.

Lorsqu'il a été prévu par la loi ou par une disposition contractuelle qu'une convention ou un engagement quelconque pourrait être dénoncé avant une certaine date précédant un délai de préavis ou qu'elle se poursuivrait par tacite reconduction à défaut de dénonciation avant une certaine date précédant un délai de préavis, ce délai ne court qu'à compter d'une notification effectuée au plus tard le 31 janvier 1975 si la dénonciation devait être faite entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux contrats conclus en application de l'article 1681 A du Code général des impôts.

Art. 5.

Les délais des recours contre les décisions des juridictions répressives venus à expiration entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus, ou ayant commencé à courir pendant cette période sont, en tant que de besoin, réputés n'être pas expirés et sont prorogés. Ils recommenceront à courir, pour la totalité de leur durée, à compter du 16 janvier 1975.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux délais des recours ouverts au ministère public, sans toutefois qu'il soit dérogé aux dispositions de l'article 500 du Code de procédure pénale. Il en est de même des délais de recours ouverts aux personnes qui ont expressément déclaré avoir volontairement renoncé à exercer ces recours.

Les délais prévus par les articles 529 du Code de procédure pénale et L. 27-1 du Code de la route venus à expiration entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus ou ayant commencé à courir pendant cette période, sont, en tant que de besoin, réputés n'être pas expirés et sont prorogés. Ils recommenceront à courir, pour la totalité de leur durée, à compter du 1^{er} mars 1975.

Art. 6.

Les décisions des juridictions répressives rendues contradictoirement par application des articles 410 et 411, alinéa 4, du Code de procédure pénale, ainsi que les décisions rendues dans le cas de non-comparution prévu par l'article 494 du même Code, entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus, sont réputées rendues par défaut et sont susceptibles d'opposition. Cette opposition annule toute autre voie de recours préalablement exercée, à moins que la juridiction saisie n'ait rendu une décision sur le fond.

Art. 7.

Le délai d'instruction des demandes de permis de construire est suspendu entre le 14 octobre 1974 et le 31 décembre 1974 inclus. Il en est de même pour les demandes d'autorisation prévues aux articles 28 et suivants de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat.

Les contrats souscrits pour l'exécution des travaux prévus par un permis ou une autorisation tacites, délivrés pendant la période susvisée, sont réputés conclus sous la condition de l'obtention définitive du permis de construire ou de l'autorisation.

En cas de préjudice anormal et spécial subi par l'une des parties aux contrats visés à l'alinéa précédent, la responsabilité de la puissance publique est engagée.

.....

Art. 8.

Dans les Départements d'Outre-Mer, les dispositions de la présente loi s'appliquent lorsque la déchéance, la nullité, la caducité, la forclusion, la prescription extinctive, la péremption ou l'inopposabilité, notamment dans l'exercice d'un recours, la non-comparution devant une juridiction répressive, ou l'inexécution d'une obligation sont dues à une impossibilité d'agir résultant des grèves survenues à partir du 14 octobre 1974 et jusqu'au 31 décembre 1974 inclus.

Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les Territoires d'Outre-Mer, sous réserve des compétences dévolues par les statuts particuliers de ces territoires, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Toutefois, en ce qui concerne les Départements et les Territoires d'Outre-Mer, dans les articles premier, 2 et 4, la date du 31 janvier 1975 est remplacée par celle du 15 février 1975, et, dans l'article 3, la date du 1^{er} février 1975 est remplacée par celle du 16 février 1975.